

Ras l'front-Nancy

anciennement « L'anti-fafs »

avril 1998

EDITORIAL

Paniquées. Aussi bien la droite que la gauche, l'unité républicaine ou plurielle. Le F.haine est toujours présent sur l'échiquier politique, plus que jamais.

Le RPR jure par tous les saints qu'il n'y est pour rien. Aucun de ses conseillers régionaux n'a voté et ne votera avec le FN. A d'autres ! Les élus RPR, comme ceux de l'UDF, avaient, avant de voter, qui se maintenaient et quelles seraient les consignes du FN. Bref, les élus RPR sont, comme leurs collègues de l'UDF, alliés avec le F.haine contre la « gauche socialo-communiste » (trotskiste, parfois). Alors, que les alliances se soient faites sous la table, sur la table, dans un couloir ou au téléphone, rien n'y change. Si le FN a donné comme consigne de faire voter pour la droite, qu'il ait tellement décriée ces derniers temps, ce n'est pas un hasard...

La gauche n'est pas en reste. Pour faire « disparaître » le F.haine, elle n'a rien trouvé de mieux que de vouloir changer le mode de scrutin ! Ce parti fasciste n'a pas besoin de la proportionnelle pour accéder au pouvoir : Vitrolles, Marignane, Orange ou Toulon en sont un exemple. La gauche essaye aussi de empêcher des électeurs partis au FN, en récupérant, par l'intermédiaire de son ministre de l'intérieur, un thème cher à Le Pen : l'immigration. Elle n'a toujours pas compris que c'est en faisant une vraie politique de gauche qu'elle réduira l'influence du FN et que les électeurs reprendront confiance en la politique.

Régularisation de tous les sans-papiers, droit de vote pour les immigrés, abrogation des lois Rousseaudebré...

Carmin

Succès !

@ Contre la venue de Bruno Mégret, près de 5.000 personnes se sont retrouvées dans les rues de Nancy, le vendredi 06 mars, pour exprimer leur hostilité aux idées de haine et de discrimination du FN. Un seul chiffre : 180 militants lepénistes à Laxou... Ridicule ! Le FN se cache pour tenir ses meetings à Nancy !

@ Le samedi 28 mars, près de 1.500 personnes se sont rassemblées pour protester contre les alliances droite/FN et contre la banalisation du F.haine et de ses idées. La vigilance reste de rigueur...

A quoi servent les manifs contre le FN ? (nous demande-t-on parfois)

A faire reculer ses scores aux élections ? Evidemment pas. Le croire serait une illusion et relèverait d'une mauvaise analyse. Les électeurs habituels du FN ne seront jamais dissuadés par une manifestation, aussi importante soit-elle.

A la rigueur, ceux qui seraient indécis et tentés pour la première fois par un vote FN hésiteraient peut-être à franchir le pas. Mais rien n'est moins sûr.

(NB : c'est bien pour cela qu'affirmer « on n'a pas réussi à faire baisser les votes FN, donc il faut passer à des manifs plus radicales » relève d'une méprise totale sur le rôle et l'impact possible d'une manifestation quelle qu'elle soit.)

En revanche, une manif contre le FN a une double fonction et s'adresse à deux publics distincts :
* les jeunes ou les moins jeunes, déjà opposés aux idées de l'extrême-droite : la manif va les mobiliser, et peut-être jouer un rôle de déclencheur, pour s'engager (ponctuellement ou de façon durable) dans une phase active de lutte. Dans l'histoire personnelle des militant(e)s, il n'est pas rare qu'une manifestation réussie soit à l'origine d'un tel engagement.

* l'ensemble de la cité : une manifestation anti-FN est un signal d'alarme, une manière forte et symbolique de dire « Attention, danger ! En démocratie, on a la liberté d'opinion, mais le FN n'est pas un parti comme un autre. » En ce sens, elle est pour nous une obligation.

Cette double fonction d'une manifestation anti-FN est amplement suffisante pour continuer à nous mobiliser.

Il subsistait cependant une insuffisance : seule l'étiquette politique affichée du candidat (ou de la candidate) était jusqu'à présent le critère politique pris en compte dans nos actions massives de riposte. Or, les marchandages électoraux de ce mois de mars ont fait apparaître de façon criante que des digues s'étaient rompues entre des pans entiers de la droite et l'extrême-droite. Il n'est plus possible désormais d'épargner des responsables politiques de droite qui reprennent ouvertement les thèmes voire les thèses du FN, même s'ils n'en ont pas l'étiquette.

Des manifestations se sont tenues contre les Mancel et les Valade, les Millon et les Baur. Dans notre région, certains responsables politiques ont eu aussi à franchir la ligne jaune depuis un certain temps. Un communiqué de presse ne peut plus suffire pour alerter sur le danger qu'ils représentent. Nous devons à présent définir les critères qui nous feront sortir contre eux le carton rouge de la manifestation.

Dominique

A lire

* « Manuel de survie au Front » de Guy Konopnicki,
Collection « les petits livres »,
éditions Mille et une nuits, 10 francs.
Un courant d'air frais dans la tête !

« Le droit des homosexuel(le)s » de Caroline Mécary et
Géraud de la Pradelle,

Collection « Que sais-je ? », Editions P.U.F.

Les revendications concernant l'égalité des droits pour tous et
toutes et notamment pour le droit de chacun(e) à choisir sa
sexualité passent par la connaissance de la loi et sa volonté de
améliorer. Très bon ouvrage fait par 2 avocats.

* « Le guide des sponsors du Front National » de Caroline
ourest et Fiammetta Venner,
éditions Raymond Castells,

Chaque jour sans le savoir, nous (vous, moi) renflouons les
caisses de l'extrême-droite française en achetant les produits ou
les services de centaines d'entreprises proches du FN. Ce
répertoire puise ses sources dans les comptes de campagne
publiés au J.O. ou lors de l'apparition de ces entreprises aux
portes du FN ou dans les publicités des journaux amis.

Sans-papiers

Pour le département de la Meurthe et Moselle, voici les
derniers chiffres concernant les demandes de régularisation :

sur 494 dossiers reçus, 491 ont été vus (20 personnes n'ont
pas répondu aux convocations),

* sur 380 personnes, 290 ont été régularisées (soit 58.7%),
50 dossiers sont au ministère de

l'intérieur (5 à 6 dossiers ont été retournés en préfecture),

environ 35 ont été refusées (que des
libataires).

Pour le moment, il n'y a eu aucune expulsion.

Chantal

Ca bouge !

A Metz, un collectif Ras l'front va se reformer ! Nous vous
tiendrons au courant.

A Nancy, depuis février, le « Collectif Lorrain pour la
Reconnaissance des Droits des lesbiennes et des Gays »
milite. Ses objectifs sont la reconnaissance des couples de
même sexe (égalité des droits entre homo et hétéro) et la lutte
contre l'homophobie (au travail, dans la rue...). Le
CAFAR/Ras l'front-Nancy en fait parti ainsi que Aides
lorraine Nord et Sud, Les Biens nées, Clair de femmes, CNT,
rA, Homonymes, Les Soeurs de la Perpétuelle Indulgence,
etc...

En bref

Le comité de soutien (Elite de la France profonde (sic))
présenté par le FN, lors de ces élections 98, était composé,
pour les 50 membres cités, de 41 personnes dont la seule
gloire, mise en avant par le FN, est d'être un ancien de 39/45,
d'Algérie, d'Indochine. Bref, la guerre, le colonialisme, etc...
On voit où cela peut mener !

Carmin



A droite : le FN maître du jeu

On pouvait le prévoir après les élections législatives de
1997. Depuis les régionales du mois dernier, c'est un fait
majeur de la vie politique en France. Le Front National impose
sa loi à l'UDF et au RPR. Pas seulement parce qu'il leur dicte
ses conditions au moment d'élire les présidents de régions.
Mais aussi - et surtout - parce qu'il a su créer une connivence
dans le domaine des idées. A cet égard, la manoeuvre déployée
par l'état-major FN entre le 15 et le 22 mars est exemplaire. Il
faut la garder en mémoire. Elle signifie que le FN est prêt à
tout pour s'approcher du moindre levier de pouvoir. Elle
signifie aussi que désormais nombre d'élus RPR et UDF sont
prêts à lui faire la courte-échelle. Mais on ne comprendra rien à
cette folle journée du mois de mars si on ne regarde pas plus
loin en arrière. Entre le RPR-UDF et le FN, les chemins se
croisaient déjà depuis longtemps. A l'abri des regards ? Pas
vraiment. Il suffisait de vouloir ouvrir les yeux.

La manoeuvre des 15-22 mars

Avant le scrutin du 15 mars, le FN (25.02.98) se disait
prêt à appliquer la « préférence nationale » en Provence-Alpes-
Côte-d'Azur s'il gagnait cette région. Façon de montrer qu'il
ne renierait rien de son programme. Et surtout façon d'envoyer
un message à RPR et UDF : si vous voulez notre soutien,
acceptez-nous tels que nous sommes. N'attendez aucune
concession. Le FN savait ses alliés potentiels trop menacés
électoralement, trop demandeurs d'alliances pour pouvoir se
rebiffer. Il leur a tenu ainsi la dragée haute jusqu'au jour de
l'élection. Il a pu de la sorte mesurer jusqu'où ses partenaires
éventuels de l'UDF-RPR étaient prêts à aller.

Dès le 06 mars, Le Pen appelle à un « programme
commun de la droite ». Jean-Yves Le Gallou (proche de B.
Mégret) fait imprimer que le FN n'a pas « d'ennemi à droite ».
Le FN se pose en rempart contre la gauche plurielle, en

N'hésitez pas à nous contacter : CAFAR / Ras l'front Nancy, BP 66, 54510 TOMBLAINE

stratégie de la droite. C'est aussi comme ça que le perçoivent ombre de leaders RPR et UDF. On sait aujourd'hui que les négociations vont alors bon train dans les coulisses. Dès ce moment, Le Pen et les siens se sont imposés comme l'état-major de la droite en campagne. C'est par eux que passe la décision politique d'abandonner telle région à la gauche ou au contraire de tout faire pour lui barrer la route.

Au soir du 15 mars, RPR et UDF comprennent leur erreur. Le 16 au matin, B. Mégret fait savoir que le FN « n'est pas demandeur » d'alliances. Il a bien mesuré le rapport de forces au sein de la droite et il le dit. On peut croire que le FN va contraindre RPR et UDF à faire ses quatre volontés.

Coup de théâtre. Au lieu de faire monter les enchères, le FN rabaisse le niveau de ses exigences. Il ne met plus la « préférence nationale » dans la balance. Comme seule base à un programme commun de gouvernement des régions, le FN exige de l'UDF et du RPR qu'un engagement sur le « traitement de l'insécurité » et la baisse des impôts.

Impôts, insécurité, voilà des mots acceptables. On oublie la différence des races, les chambres à gaz et les envahisseurs barbaresques. De quoi apaiser bien des consciences du côté RPR-UDF. Et pourquoi pas, de quoi forcer leur reconnaissance. Après tout, les élus RPR et UDF auront pu sauver leurs places sans donner l'impression de s'aligner complètement sur le FN. En réalité, ils savent tous qu'ils ont ouvert les portes au FN. Ils savent leurs alliés devenus incontournables.

Des régionales tout bénéfice

Désormais, chaque jour, à chaque instant, le FN pèse sur les réflexions, sur les décisions des présidents de régions et par-delà ces notables, sur les tactiques, voire les cauchemars des dirigeants nationaux du RPR et de l'UDF. Premier bénéfice de l'opération. Il s'appréciera sur le long terme.

Deuxième bénéfice, immédiat celui-ci : le FN s'insinue physiquement dans les lieux de décision via l'octroi de vice-présidences et de délégations. Troisième bénéfice : le FN a démontré sa faculté de réalisme politique. En effet, il a su taire provisoirement ses revendications les plus dérangeantes pour sauver l'essentiel à droite. L'allié n'est pas seulement incontournable. Il est dominant. Mais le gain politique majeur est assurément pour le FN d'avoir démontré à ses partenaires qu'entre eux, au-delà d'une entente conjoncturelle, les idées communes peuvent s'afficher.

Les connivences idéologiques

Avant de s'afficher convergentes, les idées se sont souvent croisées entre RPR-UDF d'une part et FN d'autre part. Il y a près de dix ans, Chirac et Giscard parlaient de l'odeur, du bruit des familles nombreuses immigrées. Cela relativise les vertueuses déclarations de l'actuel président de la République. A l'automne dernier, la direction du RPR publiait un tract-pétition réclamant une loi anti-immigration. Entre ces deux dates, les déclarations, les textes, les petites phrases sont légions. De quoi écrire un livre noir.

Le terrain désormais bien balisé de la lutte contre « l'insécurité » est le dernier avatar de politique anti-immigré. On sait que les cités HLM sont habitées par la population la plus pauvre. Les familles issues de l'immigration, ancienne ou nouvelle, au chômage ou au travail, vivent majoritairement dans ces banlieues de la pauvreté et de la précarité. Au XIX^{ème} siècle, on disait « classes dangereuses ». A l'aube du XXI^{ème} siècle, on le dit autrement, mais on pense souvent de la même façon. Surtout quand les « classes dangereuses » viennent d'Afrique ou d'Asie : les anciens colonisés vivent désormais dans les murs de la métropole.

Cette réalité durable crée une véritable ligne de démarcation entre les progressistes et nationalistes, singulièrement depuis l'affaire des sans-papiers de St Bernard. C'est pourquoi il convient de ne pas minimiser l'importance des dernières élections régionales. Il est souvent question de recomposition du paysage politique dans les commentaires. Cette recomposition n'est pas que de façade, que de conjoncture. C'est la réalité sociale qui pousse les formations politiques à opérer des choix idéologiques, à décider d'une stratégie, éventuellement à nouer des alliances. Les connivences entre le FN et nombre de leaders et de militants RPR-UDF n'ont pas d'autre origine. Elles s'inscrivent dans la durée.

Mais il ne faut pas non plus ignorer qu'à gauche les thèmes de « l'insécurité » trouvent des oreilles favorables, en particulier au sein du gouvernement. Cela signifie qu'il faut combattre pied à pied tous les faits et gestes du FN, stigmatiser toutes les alliances politiques avec lui et dénoncer les connivences, avouées ou honteuses, avec les thèses qu'il fait avancer peu à peu dans ce pays.

Christian

Morceaux choisis

Quelques exemples pris dans la région. En décembre dernier, législatives partielles à Lunéville et à Metz. Les RPR, François Guillaume et Marie-Jo Zimmermann centrent leur campagne sur « l'insécurité ». Lors des cantonales, il y a moins d'une semaine, François Werner, candidat RPR sur Nancy-nord, fait distribuer un tract uniquement consacré à « la baisse des impôts ». « Insécurité », « baisse des impôts » sont, comme par hasard, les deux thèmes retenus par le FN comme base commune d'un accord lors de l'élection des présidents de régions.

Conférence

A l'initiative de l'Association Culturelle Berbère, **Khalida Messaoudi** (leader du mouvement féministe et députée démocrate algérienne) est invitée le **mercredi 22 avril à 20h30** à la faculté des lettres de Nancy, amphi G 09. Le thème est « **Algérie, les raisons d'un drame** ».

N.B. : Pour cause d'agenda surchargé (campagne électorale oblige) le n° de mars de Ras l'front-Nancy n'est pas paru. Désolé.